

## 71<sup>e</sup> anniversaire de la reddition de l'Allemagne nazie

Le 7 mai 1945, lorsque les puissances alliées engagent leurs pourparlers visant à sceller la fin de la guerre, elles ne savent pas que leurs discussions vont durer deux jours. D'abord à Reims. Puis à Berlin. Le 7 mai, en France, le document est militaire. La reddition de l'Allemagne nazie doit prendre effet le lendemain à 23 heures et 1 minute. Mais Staline considère que l'Allemagne doit signer la capitulation à Berlin, c'est-à-dire sur son territoire. Un nouvel échange a lieu dans la nuit du 8 au 9 mai 1945 dans un quartier Est de la capitale allemande et alors que les combats se poursuivent en Union soviétique. Cette double signature aura des conséquences pour l'histoire puisque la fin de la seconde guerre mondiale sera célébrée en deux dates chaque année, le 8 mai, à l'Ouest, le 9 mai, à l'Est.

Que reste-t-il aujourd'hui de ce 8 mai 1945 qui mettait officiellement fin à cinq années de guerre tandis que les Armées alliées venaient tout juste de libérer les camps d'extermination se trouvant en Autriche? La guerre avait fait 60 millions de morts et 30 millions de personnes déplacées. Le conflit avait tué davantage chez les civils que chez les militaires. Le régime nazi avait aussi accouché d'un système concentrationnaire sans précédent dans l'histoire de l'humanité où le progrès avait été mis à contribution pour exterminer six millions de Juifs et 250 000 Tziganes. **Mais, sur cet immense champ de ruines, qui s'étendait de Brest à Stalingrad, des femmes et des hommes allaient faire de la paix la pierre fondatrice de l'Europe. Que reste-t-il aujourd'hui de leurs aspirations?**

71 ans plus tard, l'Europe n'en a malheureusement pas fini avec ses démons. Notre actualité ressemble quelquefois à une chronique des années trente. Le décor a changé. Notre monde connecté n'est pas celui d'hier. Mais les mêmes causes semblent produire les mêmes effets. Les partis populistes enchaînent les victoires. Ils gouvernent désormais dans plusieurs pays d'Europe. Ils ne sont pas arrivés là, par hasard ou par la force, mais par le choix des citoyens. **Dans cette Europe démocratique, »»**

» qui se colore de teintes brunes, le souvenir de la seconde guerre mondiale semble avoir été abandonné loin derrière. C'est comme si tout un continent avait perdu la mémoire. Cette histoire n'a plus l'ardeur d'hier. Elle ne nous protège plus.

Alors s'il est un mot qui doit aujourd'hui accompagner nos observations et notre lecture de l'actualité, c'est celui de VIGILANCE.

Il y a quinze jours, la percée non attendue de l'extrême droite autrichienne au premier tour de l'élection présidentielle, éliminant les candidats des partis traditionnels, a laissé la presse sans voix. Car l'Autriche est un pays prospère. Les résultats de l'extrême droite ne peuvent pas être présentés comme l'unique conséquence d'une colère sociale. Ses scores électoraux traduisent plutôt ce mouvement de fond qui touche l'Europe entière et qui montre que voter pour l'extrême droite ne fait plus peur.

En Croatie, le nouveau ministre de la Culture est un historien révisionniste, qui a milité au sein d'un groupe néo-oustachi. Il considère que le récit de la seconde guerre mondiale, livré depuis soixante-dix ans, est la thèse des vainqueurs. Début janvier, en Croatie, l'extrême droite est apparue comme la carte maîtresse des législatives offrant un va-tout à la droite pour l'emporter.

En Allemagne, en mars dernier, le parti populiste a réalisé des scores historiques entrant dans trois parlements régionaux. En Slovaquie, l'extrême droite a arbitré les élections législatives de mars. Elle est aujourd'hui présente dans un gouvernement de coalition qui devra prendre la présidence tournante de l'Union européenne en janvier prochain alors que ses représentants portent des thèses antieuropéennes. En Hongrie, tandis que les nationalistes constituent le troisième parti politique, le gouvernement dresse un mur pour se protéger des réfugiés. En Pologne, dans le pays de Solidarnosc, le parti Droit et justice, qui affirme son patriotisme conservateur, est revenu au pouvoir fin 2015 grâce à la jeunesse qu'il a su séduire.

Que dire de la France où plusieurs villes sont dirigées par des maires d'extrême droite? Que dire de la jeunesse qui trouve dans son discours une raison de voter et d'espérer? Que dire aussi des polémistes réactionnaires qui créent la cacophonie autour des valeurs de la République en semant la confusion partout?

Sur fond de débat légitime, un discours s'installe atténuant insidieusement la responsabilité de la France de Vichy. On parle des écrivains de la collaboration comme l'on parlerait de n'importe quel écrivain. On les commente sous le seul angle de leur production littéraire alors que leurs

» écrits ne sont pas dissociables de leur engagement politique. Il n'y aurait pas, d'un côté, le Céline de *Voyage au bout de la nuit* et, d'un autre, le pamphlétaire antisémite, ces deux parts d'un même homme séparées par une paroi étanche. Céline, pour ne citer que lui, n'aura été qu'un seul et même homme, condamné à l'indignité nationale en 1950, amnistié en 1951 grâce à l'action d'un avocat. Cet avocat, c'est Tixier-Vignancourt, dont le parcours politique épouse l'histoire de l'extrême droite française du XX<sup>e</sup> siècle, des Camelots du roi à l'OAS.

**Dans un pays de liberté comme le nôtre, tout doit pouvoir être publié, tout doit pouvoir être dit. Mais tout doit aussi pouvoir être expliqué avec précision pour que la confusion ne s'installe pas.** On ne peut pas faire comme si la collaboration et la Résistance relevaient d'un engagement qu'il faudrait considérer comme seulement personnel, avec des forces et des faiblesses, les erreurs de jeunesse des uns finissant par atténuer la clairvoyance des autres. Car, si tout peut s'expliquer, tout ne se vaut pas.

Comme le dit la psychanalyste Elisabeth Roudinesco, « *dans notre pays jacobin, si l'on tue l'espoir du peuple, il part vers l'extrême droite* ». C'est vrai. Mais il est vrai aussi que certains ne font pas ce choix et que, depuis que la République existe, ils en défendent ardemment les valeurs. Il faut parler des égarements de l'histoire, non pas pour les lisser ou les amoindrir, mais pour montrer que les chemins ne se ressemblent pas. **Être citoyen de France, c'est s'interroger sur le chemin le plus juste, le plus respectueux, le moins féroce.**

En cette année 2016, les doutes sont partout parce que les crises sont violentes. Les migrations exceptionnelles, nées des guerres du Moyen Orient, exacerbent les craintes. La montée de l'islamisme radical crée la peur. Les attentats qui ont ensanglanté la France et la Belgique ont fait basculer l'Europe dans un état de tension permanente. Tous ces événements interrogent sur la manière dont nous voulons vivre en société. Dans un tel contexte, défendre nos valeurs est difficile. Mais c'est dans ce contexte justement qu'elles prennent leur force et leur sens.

Car si la période que nous vivons aujourd'hui affiche des ressemblances avec l'entre-deux-guerres, elle comporte une différence. Aujourd'hui nous savons. Nous savons ce qu'entraînent les idéologies qui se construisent sur la haine de l'autre. Nous savons ce qu'il advient lorsque le réfugié devient la bête à enfermer avant d'être la personne à protéger. En un siècle, notre continent aura tout vécu. Forts de cette histoire, forts de sa connaissance, nous pouvons faire taire les sirènes de la peur. Que cette cérémonie nous éclaire en gardant vivantes les espérances du printemps 1945 !

**Jean-Paul Bret**  
maire de Villeurbanne